

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 000484 – AMR 34/032/00AU 223/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

EXÉCUTIONS EXTRAJUDICIAIRES PRÉSUMÉES / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

GUATÉMALA

Craintes pour la sécurité :

Des membres d'ONG militant pour la défense des droits des indigènes

Personnes tuées : José Alfredo Quino María Elena Mejía

Londres, le 26 juillet 2000

Le directeur et la secrétaire d'une organisation de défense des droits des indigènes ont été tués le 21 juillet. Amnesty International craint que d'autres membres d'organisations à vocation sociale agissant en faveur des communautés indigènes ne soient en grand danger.

José Alfredo Quino et María Elena Mejía se trouvaient à San Andrés Semetabaj, à Sololá, et s'apprêtaient à partir travailler lorsqu'ils ont été attaqués. Un groupe de dix hommes cagoulés et armés de fusils d'assaut Galil, une arme fabriquée en Israël et couramment utilisée par l'armée durant la guerre civile, leur a fait signe d'arrêter leur véhicule et d'en descendre. Les hommes les ont abattus de plusieurs balles dans la tête et se sont emparés d'une partie de leurs biens ; ils se sont ensuite divisés en deux groupes et sont partis à pied.

José Alfredo Quino et María Elena Mejía étaient le directeur et la secrétaire de la *Coordinación Regional de Cooperativas Integrales* (CORCI), une organisation qui s'efforce de résoudre les litiges fonciers qui surviennent au sein des communautés indigènes de la région de Sololá. Tous deux travaillaient aussi pour le *Comité Campesino del Altiplano* (CCA, comité des paysans des hautes terres), qui œuvre à la défense des droits des paysans, sert de médiateur dans le cadre des litiges fonciers et milite en faveur de l'amélioration des revenus des exploitants agricoles.

José Alfredo Quino était également le directeur de la *Fundación para la Educación y Desarrollo Comunitario* (FUNDACEDCO, Fondation pour l'éducation et le développement communautaire), qui est affiliée à la *Coordinadora de ONGs y Cooperativas* (CONGCOOP, Coordination des ONG et des coopératives), un organisme regroupant des organisations paysannes, et qui participe à la réinstallation des communautés déplacées au cours de la guerre civile.

Selon des sources locales, ces homicides n'ont rien à voir avec une simple affaire de vol : il s'agit d'exécutions extrajudiciaires froidement préméditées, motivées par le fait que José Alfredo Quino et María Elena Mejía travaillaient pour des communautés paysannes.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Ces homicides s'inscrivent dans un contexte marqué par la recrudescence des menaces et des manœuvres de harcèlement à l'encontre des défenseurs des droits humains, des journalistes et d'autres militants. Plusieurs personnes travaillant pour des ONG ont reçu des menaces de mort en mai (voir l'AU 142/00, AMR 34/018/00 du 30 mai). Un dirigeant syndical a été tué et un universitaire a « disparu » (voir l'AU 93/00, AMR 34/013/00 du 25 avril et suivantes).

Les organisations locales de défense des droits humains craignent que ces événements récents ne s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie visant à intimider leurs militants afin que ceux-ci cessent leurs activités.

ACTION RECOMMANDÉE : aérogramme / lettre par avion / fax / lettre express (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– demandez instamment que soit ouverte sans délai une enquête exhaustive sur le meurtre de José Alfredo Quino et de María Elena Mejía et que les responsables présumés soient traduits en justice ;

– exhortez les autorités à prendre immédiatement des mesures efficaces pour garantir la sécurité de tous les membres de la COOGCOOP, de la CORCI et du CCA ;

– dites-vous préoccupé par la sécurité de toutes les personnes qui s'efforcent de protéger les droits humains, en particulier celles qui ont été récemment menacées ou intimidées.

APPELS À :

Procureur général chapeautant le ministère public :

Lic. Adolfo Gonzáles Rodas
Fiscal General de la República
Ministerio Público

6^a Avenida 3-11, Zona 4
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : 502 221 2718 502 362 7223 / 331 5549

Formule d'appel : *Estimado Señor Fiscal General,* /
Monsieur le Procureur général,

Ministre de l'Intérieur :

Lic. Guillermo Ruiz Wong
Ministro de Gobernación
Ministerio de Gobernación

6^a Avenida 4-64, Zona 4
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : 502 362 0239 / 362 0237

Formule d'appel : *Señor Ministro,* / Monsieur le Ministre,

Ministre de la Défense :

Col. Juan de Dios Estrada V.

Ministro de Defensa Nacional

Ministerio de Defensa
Antigua Escuela Politécnica
Avenida Reforma 1-45, Zona 10
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : 502 360 9007 / 360 9909

Formule d'appel : *Señor Ministro,* / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Agence de presse :

CERIGUA, 2^a calle 1-42, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala

Tel / Fax : 502 238 1456 / 221 2521

Courriers électroniques : cerigua@guate.net

Quotidien :

Diario *Prensa Libre*,
13 Calle 9-31, Zona 1

Ciudad de Guatemala, Guatemala

Fax : 502 251 8768

Courriers électroniques :

medioselectronicos@prensalibre.com.gt

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 6 SEPTEMBRE 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -